



# Trump met en scène une visite en Irak en pleine crise entourant le retrait de soldats américains de la Syrie

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 28 décembre 2018  
[wsws.org](#) 27 décembre 2018

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#), [SYRIE](#)

Le président américain Donald Trump a organisé une visite surprise dans une base aérienne américaine dans l'ouest de l'Irak mercredi: ce qui semblait être une tentative à la fois d'apaiser les critiques intenses au sein de l'appareil de renseignement militaire concernant sa décision de retirer des troupes de Syrie et de réaffirmer son engagement à poursuivre les opérations militaires américaines au Moyen-Orient.

La décision de retirer plus de 2.000 soldats américains opérant illégalement à l'intérieur de la Syrie a été annoncée le 19 décembre, le Pentagone confirmant dimanche qu'un «ordre d'exécution» pour le retrait avait été donné. La Maison-Blanche a également dévoilé son intention de retirer la moitié des troupes américaines actuellement déployées en Afghanistan.

Le ministre de la Défense James Mattis a annoncé sa démission à la suite de la décision de retrait, rendant publique une lettre indiquant son opposition à la politique de Trump. La démission de Mattis a été suivie de celle de Brett McGurk, l'envoyé de Washington pour la guerre en Syrie.

Le voyage en Irak a marqué la première fois depuis l'entrée en fonction de Trump, il y a près de deux ans, que le président rendait visite à des militaires américains dans une zone de combat active, ce qui lui a valu des critiques publiques, notamment dans un éditorial du *New York Times* du 16 décembre intitulé: «Déposez les bâtons de golf, visitez les troupes».

La crise qui sévit dans ses relations avec l'armée s'est considérablement aggravée depuis l'annonce du retrait de la Syrie, des reportages faisant état de dissensions parmi les hauts gradés du corps des officiers. Certains médias et le Parti démocrate ont ouvertement fait appel à ce mécontentement au sein du haut commandement américain, certains allant même jusqu'à suggérer qu'ils devraient agir contre Trump.

Passant à peine trois heures sur le terrain en Irak, Trump a livré son message d'«Amérique d'abord» aux soldats américains, leur disant: «Les États-Unis ne peuvent pas continuer à être le gendarme du monde. Ce n'est pas juste quand le fardeau pèse sur nous tous, les États-Unis... Nous sommes étalés dans le monde entier. Nous sommes dans des pays dont la plupart des gens n'ont même pas entendu parler. Franchement, c'est ridicule». Il a ajouté: «On n'est plus dupes, les amis».

Trump a dit aux soldats que «les généraux» avaient demandés de multiples prolongations de six mois pour achever la destruction de l'État islamique en Irak et au Levant (EI) en Syrie. «Ils ont encore dit récemment: "Pouvons-nous avoir plus de temps?" J'ai dit: "Non. Vous ne pouvez pas avoir plus de temps. Vous avez eu assez de temps. Nous les avons mis KO. Nous les avons complètement assommés"».

Il a ajouté que le président turc, Recep Tayyip Erdogan, avait accepté de «détruire tout ce qui reste» de l'EI.

Cependant, entrecoupé entre cette démagogie populiste et nationaliste était un message clair que l'administration Trump n'a aucunement l'intention d'abandonner la quête des États-Unis pour l'hégémonie sur le Moyen-Orient, riche en pétrole. Il a souligné qu'il n'avait «aucun plan» pour retirer environ 6.000 soldats américains d'Irak.

En route pour l'Irak, Trump a déclaré à des journalistes à bord d'Air Force One que les États-Unis pourraient utiliser l'Irak comme plate-forme pour lancer des frappes et des raids contre la Syrie après le retrait des troupes américaines.

Alors que Trump devait rencontrer le Premier ministre irakien Adel Abdul-Mahdi au cours de sa brève visite en Irak, Abdul-Mahdi ne s'est pas présenté, son bureau ayant fait état de «divergences de points de vue sur les arrangements». À Bagdad, le chef d'un des principaux blocs du parlement irakien a appelé à une session d'urgence de l'Assemblée législative pour discuter de la visite inopinée de Trump, la qualifiant de «violation flagrante de la souveraineté de l'Irak».

«L'occupation américaine de l'Irak est terminée», a déclaré le législateur, Sabah al-Saidi, ajoutant que Trump ne pouvait pas être autorisé à agir «comme si l'Irak était un État des États-Unis».

L'attachée de presse de la Maison-Blanche, Sarah Sanders, a déclaré que Trump a également rencontré des officiers supérieurs de l'armée irakienne, affirmant que «les généraux et le président Trump ont présenté un plan puissant qui nous permettra de poursuivre notre voie vers une victoire totale».

Ce en quoi consiste cette voie en Syrie est encore loin d'être clair, même si la menace émerge que le retrait des troupes américaines – s'il est finalement achevé – ne conduira qu'à une nouvelle et plus dangereuse étape dans la guerre prolongée et sanglante pour le changement de régime lancée en 2011 et soutenue par les États-Unis.

Le 25 décembre, l'intervention d'Israël en Syrie s'est fortement intensifiée, une série de frappes aériennes ayant été lancées contre des cibles entourant Damas. Ces attaques ont été les plus intenses depuis qu'une attaque israélienne sur la zone côtière de Latakia en septembre a entraîné l'écrasement d'un avion russe IL-20. Moscou a accusé l'armée israélienne d'avoir utilisé l'avion comme «couverture» pour ses frappes, ce qui l'a fait tomber par un missile antiaérien syrien.

Moscou a protesté contre les dernières frappes israéliennes soulignant qu'elles avaient directement menacé deux avions de passagers civils et constituaient une «violation flagrante de la souveraineté de la Syrie».

Un ministère russe de la Défense a signalé que les deux avions se préparaient à atterrir dans les aéroports de Damas et de Beyrouth quand Israël a lancé les attaques. L'un d'eux a

été dérouté de force vers la base aérienne russe de Hmeimim, en Syrie.

«Les actions provocatrices de l'armée de l'air israélienne... ont directement menacé deux avions de ligne», a déclaré le porte-parole du ministre Igor Konashenkov dans un communiqué. La présence des deux avions civils a empêché le gouvernement syrien d'utiliser ses systèmes de défense aérienne, a ajouté le porte-parole.

Dans le même temps, la région du nord-est de la Syrie, où est déployée la majeure partie des troupes américaines, pourrait bientôt devenir le point de départ d'un nouveau conflit. Trump a signalé que le gouvernement Erdogan en Turquie assumera la tâche de vaincre ce qui reste de l'EI dans la région.

Le président américain a tweeté «Le président turc @RT\_Erdogan m'a très fortement informé qu'il éradiquera tout ce qui reste de l'EI en Syrie... et c'est un homme qui peut le faire, et la Turquie est juste "à côté". Nos troupes rentrent à la maison!»

Le gouvernement Erdogan, cependant, a depuis longtemps indiqué clairement qu'il ne voit pas l'EI, mais plutôt la milice kurde syrienne YPG, comme son principal ennemi. Jusqu'à présent, le YPG était la principale force mandataire de Washington en Syrie, opérant en étroite collaboration avec les troupes d'opérations spéciales américaines et soutenues par la force aérienne américaine. Ankara considère le YPG comme une branche syrienne du PKK turc kurde, contre lequel il mène une opération anti-insurrectionnelle depuis des décennies.

Les médias turcs ont diffusé des images de convois de chars et de véhicules blindés de transport de troupes qui se sont précipités à la frontière turco-syrienne en vue d'une offensive, dont le principal objectif serait de chasser le YPG de la frontière. L'objectif immédiat de cette offensive est la ville de Manbij, au nord de la Syrie, à l'ouest de l'Euphrate, qui est contrôlé par le YPG, en collaboration avec les forces américaines. Ankara avait conclu un accord avec Washington pour le retrait du YPG de la ville, qui n'a pas encore été mis en œuvre.

Les milices islamistes soutenues par la Turquie de l'«Armée libre syrienne», agissant sous les ordres d'Ankara, auraient été mobilisées pour une offensive sur la ville, qui serait soutenue par l'artillerie et les blindés turcs.

Entre-temps, selon certaines informations, les dirigeants kurdes syriens seraient en pourparlers à la fois avec le gouvernement du président Bachar al-Assad, dont les forces militaires ont également avancé vers Manbij, et avec le gouvernement russe.

Le gouvernement turc a signalé qu'il est prêt à intervenir même si le YPG consolide un accord pour céder le contrôle de la zone frontalière au gouvernement syrien.

«Nous n'hésiterons jamais à éliminer les terroristes de notre frontière, même si le YPG est d'accord avec le régime syrien et s'ils contrôlent la région ensemble», a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu aux journalistes à Ankara le 25 décembre. «Notre devoir est d'éliminer cette menace sur notre sécurité nationale, quelle que soit la personne qui contrôle cette organisation terroriste».

Le ministère russe des Affaires étrangères a publié mercredi une déclaration selon laquelle il s'attend à ce que les zones évacuées par les troupes américaines soient remises aux forces loyales au gouvernement syrien, conformément au droit international.

Mais ce n'est nullement l'intention de Washington. L'objectif de l'intervention américaine dès le début n'était pas tant de vaincre l'EI que d'affirmer le contrôle américain sur une région de la Syrie qui comprend ses principaux gisements de pétrole et de gaz, essentiels pour fournir les ressources nécessaires à la reconstruction de ce pays ravagé par la guerre.

La Turquie pourrait maintenant s'installer dans la région, acheminant les anciennes forces de Washington, les Kurdes syriens, tout en refusant à Damas le contrôle des ressources vitales de la Syrie.

Dans le même temps, des officiers militaires d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis auraient été envoyés dans la région avec pour mission de mobiliser les milices islamistes sunnites pour contrer la tentative du gouvernement syrien de reprendre le contrôle. Dans cet effort, l'opération meurtrière de changement de régime en Syrie pourrait être bouclée, l'EI, la cible supposée des opérations militaires américaines, étant rebaptisée des « rebelles » syriens qui mériteraient l'aide et le soutien des États-Unis.

Bill Van Auken

Article paru d'abord en anglais, WSWS, le 27 décembre 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Bill Van Auken](http://wsws.org), [wsws.org](http://wsws.org), 2018

Articles Par : [Bill Van Auken](http://wsws.org)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)